




Pourquoi descendre dans la rue ?


- ⊗ baisse du pouvoir d'achat,
- ⊗ chômage, suppressions d'emplois, licenciements,
- ⊗ précarité,
- ⊗ dégradations des conditions de travail et de vie,
- ⊗ casse des services publics,
- ⊗ asservissement du plus grand nombre au nom du profit,
- ⊗ pillage des ressources naturelles etc.


et puis  SOLIDARITÉ, car seul nous ne sommes rien.
 Parce que ceux qui sont ou « se croient » bien lotis ont le pouvoir et le devoir de soutenir ceux qui n'ont pas ou plus la force de se battre.
 Parce que les salariés ayant un travail stable et des conditions de vie décentes doivent prendre conscience qu'on ne manifeste pas seulement pour ses propres revendications mais aussi pour celles d'autrui. Autrui ce mot dont découle altruisme lui-même supplanté hélas par individualisme ! Les autres donc, mais c'est qui ? Quand on ne sait pas trop, le mieux est de sortir de chez soi, d'aller prendre l'air et l'air de rien de regarder. Alors on peut voir des individus dans la galère, on peut toucher du doigt la misère sociale et humaine. En prêtant une oreille un peu plus attentive on peut même entendre derrière la colère la souffrance. On finit alors par se demander : « mais comment, pourquoi cela est arrivé » ? Comment faire pour en sortir ? Mais surtout on ne peut plus dire : « Je ne savais pas » ♦ *Miss TICK*

Echos

 **Le résultat des élections professionnelles** dans la région Macif SOP a donné pour la première fois depuis la régionalisation (en 1987) dans les collèges employés une majorité aux organisations syndicales CGT-FO positionnées contre la politique de régression sociale de la Macif. Les salariés ont condamné après seulement deux ans de mise en œuvre les effets désastreux du NCS et de la politique « d'objectifs ». Contrairement à ce que dit la CFDT qui a payé directement son soutien à la direction dans le conflit des MACITEL, voire son ambiguïté dans la mise en place du NCS, c'est légitimement que la CGT et FO assument la direction du CE. Les organisations doivent toutefois faire « leurs preuves » unitairement pour une politique de réappropriation par les salariés du CE, un outil à l'appui des revendications salariales et de dénonciation des dérives de la direction de la Macif, loin de l'utilisation partisane et boutique des précédentes équipes.

 **Le premier numéro de notre feuille** a reçu un bon accueil des salariés, des contacts ont été noués et nous avons pu juger de l'impact du NPA dans notre entreprise. Des exemplaires de ce numéro sont à disposition des collègues qui le souhaitent.
 Le comité se réunit régulièrement sur Agen. En sus des questions de politique générale il aborde des sujets sur l'actualité sociale. Le dernier thème en discussion : « l'interdiction des licenciements (fondement politique, juridique et économique). Discussion qui se poursuivra à la rentrée. Autre thème prévu « la place de l'économie sociale dans une société « non capitaliste ».

 **Le NPA : les actions en hausse.** Depuis sa création le NPA a renforcé ses comités. En Lot et Garonne les militants ont été particulièrement actifs dans les entreprises en lutte (Fumel 2A, Marty, JLG) mais aussi aux côtés de nos amis de la « La Pelle et La Pioche » pour une action de grignotage de faim de mois au magasin Carrefour d'Agen, pour dénoncer les marges abusives des grandes surfaces. ♦ *PICSOU*

Merci de ne pas me jeter sur la voie publique 

Numéro 2



SOMMAIRE

Les enjeux du rapprochement Maif-Macif-Matmut p.2

Stop aux bagnes téléphoniques (suite) p.3

Pourquoi descendre dans la rue ? p.4

Echos p.4

CONTACT.

Site national : www.npa2009.org
 blog <http://npa47.blogspot.com/>
 courriels : npa.agen@gmail.com
npa.marmande@gmail.com
npa.tonneins@yahoo.fr

Août 2009



Lutte sociale préparons la seconde vague

Deux à trois millions de manifestants, le 29 janvier puis le 19 mars mais trois fois moins déjà le 1er mai et vingt fois le 13 juin. Les chiffres décroissants des journées nationales d'actions, montrent à la fois la puissance puis le reflux de la première vague de riposte organisée à l'agression capitaliste. Combinés à la maigreur des résultats, ils mettent en question la stratégie des directions syndicales sur les journées d'action du « G8 syndical⁽¹⁾ » (espacées, à répétition polies et respectueuses mais sans objectif clair ni plan de luttes ...).

Pendant ce temps là le capitalisme continue ses méfaits : fermetures d'entreprises, licenciements, plans sociaux, sous prétexte de la crise dont il est seul responsable.
 Et le gouvernement, décomplexé face à la déconfiture du PS et à l'inertie des directions syndicales, accélère la destruction des droits sociaux, des services publics et s'apprête à mettre à bas la retraite par répartition.

Mais la réalité est complexe et ce que les médias présentent comme « épiphénomène » ou encore l'exception française, révèle en fait que de plus en plus de salariés n'acceptent pas de « payer la crise du capitalisme ». C'est le cas dans le secteur automobile et des « équipementiers ».

Nous en avons aussi des exemples dans le public (EDF-GDF) mais également dans notre secteur avec SERENA (brillante illustration de la gestion humaine dans le secteur de l'économie sociale). Ces luttes sont caractérisées par leur radicalité (séquestrations, occupations, menace de faire sauter l'outil de travail). Dans plusieurs cas, elles ont abouti (Continental, SFBM, JLG en Lot et Garonne) à améliorer substantiellement les indemnités de licenciement, mais également à sauver les emplois. **C'est un soutien total que nous apportons à ces actions.**

Le conseiller social de Sarkozy vient de déclarer « la question sociale n'est pas réglée, il y aura des situations difficiles à la rentrée ». Et où le feu couve sous la cendre et nous avons au NPA pour ambition de souffler sur les braises.

Pas de pessimisme, bousculons le « prêt à penser » participons pleinement au débat qui va rebondir à la rentrée sur les solutions à apporter à la crise ; sur la construction d'un mouvement d'ensemble, une grève générale pour l'interdiction des licenciements⁽²⁾, l'augmentation des salaires, la défenses de la retraite par répartition.

Oui préparons la seconde vague.

⁽¹⁾ « G8 syndical » : CFDT, CFE-CGC, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA
⁽²⁾ Nous développerons notre positionnement sur ce sujet dans un prochain numéro

LES ENJEUX DU RAPPROCHEMENT MAIF-MACIF-MATMUT

La méthode consistant à révéler au dernier moment le projet de rapprochement entre les trois mutuelles est en soi porteuse d'inquiétude.

Pourquoi cacher « les travaux préparatoires » et les discussions qui ont été nombreuses nous le savons. Quels sont les enjeux de ce deal ?

D'après la presse spécialisée, la crise financière n'est pas à l'origine du projet. Au CCE du groupe MACIF cela avait été présenté comme une synergie dans le cadre de la Réassurance... Or, il s'agit de bien plus que cela. Il s'agit selon le Directeur de la MATMUT d'un rapprochement ayant pour objet d'aborder les défis de tous ordres et notamment la concurrence et l'évolution de la réglementation, c'est-à-dire une réponse à l'opération COVEA. Un autre spécialiste précise : « il y a la volonté de faire masse, d'obtenir des économies d'échelle dans un secteur où l'on se bat au couteau ».

On le voit, ce ne sont pas des enjeux d'éthique mutualiste, mais bien des enjeux économiques ayant pour objet de préserver le pré carré de chacune des mutuelles.

Les salariés n'ont rien de bon à attendre de ce regroupement car qui dit « économie d'échelle » vise des réductions d'effectifs, de postes notamment dans des services communs comme l'informatique, la comptabilité et les services de gestion. Certes et en dépit des pertes liées aux placements dans les produits toxiques⁽¹⁾, les trois mutuelles mettent en avant des résultats positifs. La MACIF consacrée par une enquête européenne comme « société d'assurance la plus rentable » n'a pour autant ni redistribué les bénéfices à ses sociétaires, ni à ses salariés. Rappelons que depuis 1999 et le blocage des salaires, la perte du pouvoir d'achat avoisine pour la majorité des salariés 10 %.

SANTÉ PUBLIQUE

PROTÈGEZ-VOUS
CONTRE LA
GRIFFE PORCINE



ET SURTOUT
CONTRE LES
DISCOURS DE
ROSELYNE
BACHELOT!!!

- FAUJOUR -

Nul doute que le NCS, accord ultra minoritaire a contribué, comme le dit l'ARGUS, à maintenir la pression sur la masse salariale.

Mais la question que l'on peut légitimement se poser et que les salariés se posent de plus en plus : où passent les bénéfices ?

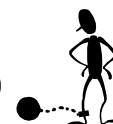
Un regroupement au sein du GEMA oui, mais avec un véritable contrôle par les salariés et l'organisation d'une véritable démocratie des sociétaires :

- pour la satisfaction des besoins de base des assurés (Auto, MVP) et non pour un nouveau racket sur l'épargne ;
- pour une gestion « sociale » et « à livres ouverts » des fonds servant au provisionnement des sinistres ;
- pour la suppression du « salaire individualisé » et une véritable reconnaissance des compétences collectives.

♦ K. NARDEUR

⁽¹⁾ non pas 30 millions d'euros mais...près de 200 millions de pertes liées aux placements MADHOF)

STOP AUX BAGNES TÉLÉPHONIQUE (suite)



MACITELS... CE N'EST QU'UN DÉBUT

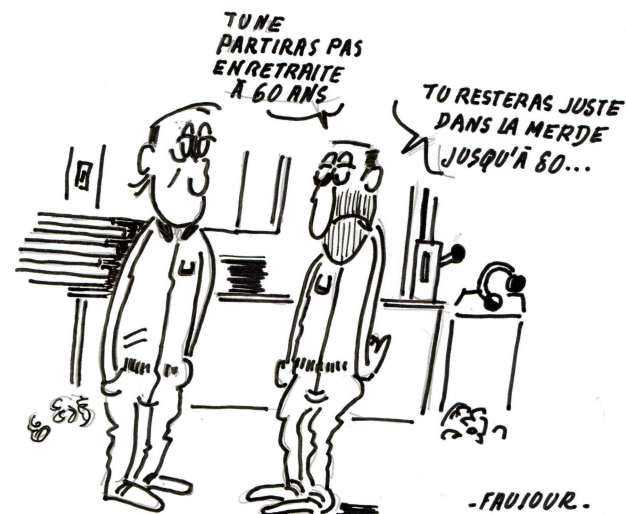
Les salariés des MACITELS de notre région ont courageusement mené la lutte pendant trois semaines pour simplement faire valoir le droit à une vie au travail plus digne. Assemblées générales, actions reconductibles : les télé-opérateurs ont commencé à donner le LA, des actions qui nécessairement ont vocation lors de prochains mouvements à se généraliser.

Nous l'écrivions et nous le maintenons, les MACITELS sont le laboratoire d'essais des régressions sociales à la Macif, et ceux qui dans « leurs papiers » font la leçon aux salariés voire relaient la direction dans son intransigeance, devraient a minima avoir la décence de se taire....

S'il est une réaction qu'auraient du avoir les organisations syndicales unanimes, c'est la condamnation des propos de M. MECHAIN s'en prenant ouvertement à l'expression des délégués syndicaux sur le conflit dans les médias.

La lutte n'a pas été inutile puisque la direction a accepté de rediscuter des horaires et des congés, mais le discours de la direction sur la « pénibilité » démontre sa volonté de ne pas bouger sur l'organisation quitte à administrer un traitement individuel curatif (psychologue...)

Bref rien n'est vraiment réglé et les salariés des MACITELS ne doivent rien lâcher (droit à la vie familiale, droit aux pauses, droit au respect au repos avec des effectifs renforcés, majoration des rémunérations) et nul doute que les prochaines actions devront s'inscrire dans un mouvement national avec le soutien de tous les salariés.. ♦ Canard Dry



- FAUJOUR -